

Président et candidat « en même temps »

Emmanuel Macron a alterné hier entre une intense activité diplomatique liée au conflit ukrainien et la campagne présidentielle, avec un premier déplacement de candidat sur le terrain.

« Je serai Président autant que je le dois et je serai candidat autant que je le peux », a indiqué Emmanuel Macron hier en début de soirée à Poissy (Yvelines), lors d'une « conversation » avec 200 habitants, dans un contexte « qui est très lourd » avec le « retour de la guerre en Europe ». « Moi qui ai beaucoup défendu le en même temps, celui-là est compliqué (...), c'est difficile d'être en même temps Président et candidat », a-t-il reconnu. Cette expression souvent employée par le Président sortant résume cette campagne percutee comme jamais depuis plus d'un demi-siècle par une crise internationale, obligeant les 12 candidats à passer de propositions très concrètes à la complexité de la géopolitique. Emmanuel Macron s'est ainsi entretenu dans l'après-midi avec le président américain Joe Biden, après son homologue russe Vladimir Poutine la veille, et avant le Chinois Xi Jinping aujourd'hui. Les multiples rendez-vous diplomatiques culmineront jeudi et vendredi à Versailles pour un sommet Et hier soir, il a donc

décliné, lors d'une réunion aux airs de grand débat, ses premières propositions de candidat, alors qu'il est donné largement en tête des intentions de vote du premier tour.

Suppression de la redevance télé

Il s'est ainsi engagé, s'il est réélu, à supprimer la redevance télé et à tripler le plafond de la « prime Macron » qui permet jusqu'ici aux entreprises de verser jusqu'à 1 000 euros sans charge ni impôt. Avant lui, les candidats de droite Valérie Pécresse (LR) et d'extrême droite Marine Le Pen et Éric Zemmour avaient également annoncé leur intention de supprimer cette redevance. « Au rythme où Emmanuel Macron copie mon programme, il va peut-être bientôt proposer la fin de l'immigration ! », s'est étonné ce dernier dans un tweet.

Reprenant sa casquette de Président (« car je ne peux pas attendre, il faut donner une visibilité pour les jours qui viennent »), Emmanuel Macron a annoncé que les aides gouvernementales sur l'essence seraient « améliorées »

autour de « l'approche indemnité kilométrique et indemnité inflation », alors que les prix de l'énergie flambent à cause de la guerre. « C'est plus pertinent que les mesures de baisse de la fiscalité pérenne, parce que la fiscalité sur le carburant, ça sert à financer notre transition énergétique », a-t-il poursuivi. Comme en réponse à Marine Le Pen, sa rivale la plus sérieuse selon les sondages, qui est en faveur d'une « baisse permanente de la TVA de 20 à 5,5 % ».

Pas de débat avec les autres candidats

Après cette réunion et avant de « filer » pour donner « un coup de fil urgent sur le contexte international », le président-candidat a indiqué qu'il « ne ferait pas de débat avec les autres candidats avant le premier tour. Aucun président en fonction qui se représentait ne l'a fait. Je ne me dérobe pas du débat. Plutôt que de faire des meetings où des gens vous applaudissent parce qu'ils sont déjà convaincus, je préfère le débat avec les Français, c'est ce que je leur dois ».



Emmanuel Macron était hier à Poissy (Yvelines), pour une « conversation » avec 200 habitants. Une réunion aux airs de grand débat, lors de laquelle il a décliné ses premières propositions de candidat. (AFP)

Au QG de campagne, « on se serait cru au RPR »

Avant d'effectuer son premier déplacement de campagne dans les Yvelines, Emmanuel Macron s'est rendu hier matin à son QG de campagne, dans le VIII^e arrondissement de Paris. Une centaine de fidèles, élus ou membres de la société civile, l'attendaient. Quelque 1 900 « ambassadeurs », chargés de porter le bilan et le projet du

candidat, suivaient par ailleurs la réunion en visioconférence. Parmi les édiles présents dans la capitale figurait Renaud Muselier. « J'ai été agréablement surpris par l'ambiance, confie le président de la Région Sud. J'ai rencontré beaucoup de gens de droite. Tout le monde était heureux de se retrouver. On se serait cru au RPR ! »

Christian Estrosi, de son côté, a été frappé par « l'attitude » du Président-candidat, tout autant que par sa « méthode ».

« Président autant qu'il le faudra... »

« Il a insisté sur l'importance du respect, souligne le maire de Nice. J'ai vu un homme solide, concentré,

qui porte à mes yeux les valeurs patriotiques de l'ère Pompidou, Giscard, et même du gaullisme. »

« Il nous a dit qu'il serait Président autant qu'il le faudra, précise Hubert Falco, maire de Toulon. Il s'est montré sobre, digne, très humble. Il sait qu'une élection n'est jamais jouée avant que le dernier bulletin

n'ait été glissé dans l'urne. »

Le chef de l'État a décliné ses ambitions pour la France, évoquant les trois chantiers (l'école, la santé, les institutions) et les quatre pactes (européen, productif, générationnel et républicain) qui doivent structurer son projet.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr



Les portraits des 12 candidats officiels à la course à l'Élysée, ayant réussi à obtenir 500 parrainages de maires dans au moins 30 départements. (Photo AFP)

12 candidats sur la ligne de départ

« Conformément à la Constitution et aux textes en vigueur, le Conseil constitutionnel a arrêté la liste officielle des candidates et candidats pour l'élection à la Présidence de la République, qui aura lieu les 10 et 24 avril prochains », a annoncé hier son président Laurent Fabius dans une déclaration diffusée par vidéo. Il a précisé avoir reçu 13 672 parrainages d'élus, dont 13 427 ont été validés.

Les 12 candidats, qui ont obtenu les 500 signatures nécessaires dans au moins trente départements différents sont, dans « l'ordre officiel » établi par tirage au sort : Nathalie Arthaud (LO), Fabien Roussel (PCF), Emmanuel Macron (LREM), Jean

Lassalle (Résistons !), Marine Le Pen (RN), Éric Zemmour (Reconquête !), Jean-Luc Mélenchon (LFI), Anne Hidalgo (PS), Yannick Jadot (écologiste), Valérie Pécresse (LR), Philippe Poutou (NPA) et Nicolas Dupont-Aignan (DLF).

Le Conseil constitutionnel s'est aussi assuré du « consentement » des candidats à participer à l'élection et a « constaté » le dépôt d'une déclaration de patrimoine et d'une autre d'intérêt et d'activité, a précisé Laurent Fabius.

Philippe Poutou, déjà candidat en 2017 et 2012, a été le dernier à se joindre à la liste. En revanche, François Asselineau ne pourra pas se présenter cette année.